



HAL
open science

L'Etat de distorsion en Afrique de l'Ouest. Des empires à la nation. Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti.

Sarah Boisson

► **To cite this version:**

Sarah Boisson. L'Etat de distorsion en Afrique de l'Ouest. Des empires à la nation. Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti.. 2019. hal-02334420

HAL Id: hal-02334420

<https://hal.science/hal-02334420>

Submitted on 26 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Etat de distorsion en Afrique de l'Ouest. Des empires à la nation. Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti.

Publié sur le site Défis Humanitaires, le 13 mai 2019.

Un livre de Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti, paru le 22 mars 2019 dans la collection « Terrains du siècle » et édité par l'Agence Française de Développement (AFD) et les éditions Karthala.

« Au lendemain des indépendances, les classes politiques africaines ont choisi de reproduire le cadre territorial hérité de la colonisation et ont entériné le principe de l'État-nation.

Si ce dernier contredit la plupart des ressorts politiques, économiques, culturels des sociétés africaines, il a aussi fait l'objet d'une appropriation souvent massive, et toujours créative, de la part de l'ensemble de leurs acteurs. »

S'appuyant sur des situations concrètes comme celle du bassin Tchad ou les récentes tensions survenues au Mali, ce livre fait état de la « distorsion » caractérisant les Etats d'Afrique de l'Ouest. Ecrit par le politologue et historien Jean-François Bayart, et deux doctorants Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti, cet ouvrage s'efforce de rappeler à nos mémoires les différentes dynamiques historiques, politiques, socio-économiques et démographiques qui structurent la région Sahel.

Comprendre l'espace historique de l'Afrique occidentale et saharienne.

Si l'on s'interroge sur la définition de cet ensemble régional, la réponse est toujours problématique^[1]. Il faut tout d'abord comprendre que le Sahel est une construction historique étrangère à la population qui en occupe le territoire. Presque aucune des langues locales ne fait d'ailleurs mention du terme « Sahel », si ce n'est peut-être chez les Touaregs. Ce qui unit finalement cette région c'est la convergence de certaines dynamiques internes : des dynamiques environnementales, conflictuelles liées à l'histoire de cet espace, ou encore le nomadisme ancestral.

Cet ouvrage se fixe ainsi pour objectif de restituer à l'Afrique de l'Ouest son histoire complexe, trop souvent simplifiée sous le prisme colonial. Des tensions bien antérieures, datant de l'époque des grands empires africains, sont par exemple très pertinentes pour comprendre le contexte sahélien actuel.

Interroger le passage des empires aux Etats-nations postcoloniaux.

Il est courant de présenter les frontières du continent africain comme le résultat d'un découpage colonial arbitraire. Or, ici les auteurs nous rappellent que les logiques coloniales se sont en fait « greffées » sur des formes impériales antérieures (voir carte), telles que l'empire du Ghana, celui du Mali, et l'empire Songhaï (Niger-Mali-Nigéria actuels). La mémoire de ces empires défunts se perpétue encore au cœur de l'Etat-nation africain, d'où l'idée d'une « distorsion » entre les différentes influences au sein des Etats sahéliens.

Les Empires africains précoloniaux d'Afrique de l'Ouest.

Les anthropologues constatent cette prégnance du passé précolonial par l'étude des récits familiaux, des rapports à la généalogie, et plus largement de la tradition orale du Sahel. Il s'avère alors que les logiques de lignage^[2], encore très présentes, structurent la région. Ainsi, une grande partie des conflits contemporains au Sahel apparaissent comme directement liée à l'histoire des grandes familles des sociétés anciennes et au legs impérial africain.

Pour les auteurs, le Mali constitue alors un cas emblématique, où les grandes familles qui y maîtrisaient une ou plusieurs sphères de la vie sociale ou politique (commerce, guerre, politique, transport...) défendent toujours leur pouvoir. C'est le cas, par exemple, des Kounta qui contrôlaient le commerce au XVIIe siècle, des Arma descendant des troupes marocaines qui ont conquis Tombouctou au XVIe siècle ou encore des Keita héritiers de la famille régnante.

Une peinture fascinante du Sahel comme zone commerciale liée aux « gains marginaux ».

Entre ces différentes sociétés sahéliennes se sont créés au fil des siècles de puissants réseaux d'échange et de commerce reposant en grande partie sur un pluralisme monétaire et une informalité financière. Ce que les auteurs appellent ici les « gains marginaux » n'est autre que le résultat d'une économie clandestine ou informelle, caractérisant la grande majorité des échanges marchands *de la région*. L'anthropologue Jane Guyer écrit à ce propos « *l'Afrique Subsaharienne a été apte au marché, mais pas à la banque* » (*Marginal Gains*, 2004, p. 18). La tendance a été alors de penser que ces réseaux commerciaux étaient liés à un facteur ethnique et à l'opposition simpliste entre nomades et sédentaires. Or, selon les trois auteurs, cela serait plus lié à une caractéristique générale de la région : sa grande mobilité. Tout y est sujet à transformation et négociation. L'anthropologue Sarah Berry va dans ce sens lorsqu'elle n'affirme qu'aucune « *condition n'y est permanente en soi* ».

C'est ce qu'indique l'émergence fulgurante de certaines villes issues des gains de la contrebande comme al-Khalil (frontière Algérie-Mali), Fotokol ou Amchidé (Nigéria-Cameroun). Même entre jour et nuit, ces territoires ne sont pas forcément contrôlés par les mêmes entités. L'aventurisme, la négociation, le renversement de réalités territoriales font alors partie d'une forme « d'économie morale^[3] », structurant ainsi l'économie et les sociétés locales.

Des frustrations socio-économiques fortes.

Une autre dynamique historique pour comprendre les tensions contemporaines au Sahel n'est autre que le legs de l'esclavage. Des familles entières sorties de l'esclavage pour être finalement maintenues dans la domesticité se trouvent marginalisées.

Il en va de même pour les exclus du marché du bétail. En effet, dans cette zone où la détention de troupeaux est la marque de richesse, ce que les auteurs nomment « la politique de la vache ». Beaucoup de personnes ont perdu leur bétail dans l'ascension des grands propriétaires terriens. Les éleveurs ne sont bien souvent pas propriétaires des troupeaux desquels ils s'occupent. Pour les auteurs, cela explique pourquoi l'offre économique et sociale proposée par des groupes armés peut-être dès lors plus attractive pour ces populations.

Le portrait d'une zone de distorsion : la combinaison conflictuelle du bassin Tchad.

Rappelons que ce qui est désigné comme le « bassin Tchad » renvoie à deux réalités bien distinctes. La première est de nature géographique et concerne « le bassin hydrogéographique du lac » englobant l'Algérie, le Tchad, le Nigéria, le Niger, le Cameroun, la RCA et le Tchad (voir carte ci-dessous).



La seconde réalité est administrative et politique. Il s'agit de l'espace géré par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), un organe permanent de concertation datant de 1964. Elle a été fondée par les quatre pays riverains que sont le Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun, puis rejointe par la République centrafricaine en 1994. Or, il se trouve que la CBLT n'est autre que l'héritière des empires africains qui dominaient la région : l'empire de Rabeh et celui de Bournou.

Confrontée plus tard à la concurrence coloniale entre Royaume-Uni, France et Allemagne, la zone s'est finalement organisée autour de deux villes : N'Djamena (autrefois la ville coloniale de Fort-Lamy) et Maiduguri, propulsée au premier plan en raison de la forte croissance démographique du Nigéria – la population ayant plus que doublé en 20 ans (1960 et 2000[4]). Depuis 1990 s'imposent également deux villes secondaires Abéché (Tchad) et Kousséri.

Trois dynamiques ont dès lors façonné la zone selon les auteurs :

- L'héritage des principautés, royaumes et empires de la région.
- La rivalité entre les puissances coloniales pour l'obtention de territoires supplémentaires, rivalité qui se perpétue au sein des Etats-nations contemporains du bassin Tchad.
- Une série de péripéties relevant d'événements internationaux (ouverture d'un front saharien durant la Seconde Guerre Mondiale, gestion administration de la SDN puis de l'ONU dans les années 60.)
- L'implication de trois pays extérieurs (France – Libye – Soudan) dans la rébellion tchadienne.

La question coloniale revient finalement...

L'Etat moderne a-t-il été mal importé en Afrique ? Serait-ce la cause de toutes les tensions et distorsions qui traversent la zone sahélienne ? La réponse des auteurs est claire : non. Les sociétés africaines n'ont pas été de simples acteurs passifs de l'imposition d'un modèle étranger. Elles se sont réappropriées les formes politiques de l'Etat-nation : un parlement, une constitution, un gouvernement, des élections. Tous ces nouveaux outils se sont fondus dans la pratique quotidienne et ont été adaptés aux différents contextes nationaux. Tensions et violences antérieures se réactivent donc à travers les nouvelles configurations géopolitiques africaines...

Faisant preuve d'une belle réflexion théorique sur l'Afrique de l'Ouest et fourmillant d'analyses de terrain sur les formes politiques sahéliennes, cet ouvrage replace la région Sahel dans ces dynamiques historiques et nous donne à voir des contradictions et tensions souvent laissées de côté. Retrouvez la page dédiée à ce livre : [ici](#).

Par Sarah Boisson.

Jean-François Bayart est professeur à l'IHEID de Genève, et titulaire de la chaire Yves Oltramare « Religion et politique dans le monde contemporain ». **Ibrahima Poudiougou** est doctorant à l'Université de Turin. **Giovanni Zanoletti** est doctorant à l'Université Paris-Nanterre.

[1] Voir les écrits du géographe Denis Retailé.

[2] Ensemble des descendants d'un ancêtre commun. Synonyme de lignée faisant ici référence aux grandes familles africaines (royales, marchandes..) qui occupaient des places centrales dans l'Afrique précoloniale.

[3] Concept de l'historien E. P. Thompson utilisé en historiographie, en sciences politiques et en sociologie, il désigne un ensemble de pratiques et de valeurs politiques, infra-politiques et culturelles communautaires qui visent à la défense des intérêts de la communauté même sur le plan économique.

[4] Source : [Banque mondiale](#), [Bureau du recensement des États-Unis](#)